

 Courriel professionnel : gaetan.girard-ratrenaharimanga@juradm.fr Profil LinkedIn	Gaëtan GIRARD-RATRENAHARIMANGA Auditeur IHEDN Marié Réserviste Gendarmerie nationale 4 enfants (22, 16 et 2 ans) Sauveteur secouriste du travail Membre de l'association Parlons démocratie
Compétences Droit public Droit des étrangers Droit de l'asile Contentieux administratif Enseignement Management d'équipe Management de projets Négociation Connaissance des outre-mer Adaptabilité Écoute Expérience du terrain Langues : ➤ Anglais (niveau intermédiaire) ➤ Allemand : notions ➤ Créole (guyanais et guadeloupéen) Enseignement Membre associé à l'Institut de Recherche en Droit Européen, International et Comparé (IRDEIC) de l'École de droit de Toulouse (Université Toulouse 1 Capitole) Enseignant (droit des étrangers, droit de l'asile, droit des libertés) : ➤ École de droit de Toulouse : Master 2 mention Droit International et Droit Européen parcours-type Juriste Européen Double master Franco-Hellénique - Protection des Droits et Espace Social Européen ;	Magistrat administratif et administrateur EXPÉRIENCE EN JURIDICTION Septembre 2026 à ce jour : Premier conseiller au tribunal administratif de Lille, magistrat délégué aux référés ✚ <i>Activités juridictionnelles</i> : Juge des référés (tout contentieux) : référé-liberté, référé suspension, référé mesures utiles ✚ <i>Activités para juridictionnelles au nom du tribunal</i> • Président du conseil des conseils de discipline de la ville de Roubaix et du centre communal d'action sociale de Roubaix • Président suppléant des conseils de discipline de la Métropole européenne de Lille ✚ <i>Activités para juridictionnelles au nom du Conseil d'État au titre du centre de formation de la juridiction administrative (CFJA)</i> : Formateur (formation initiale et continue) concernant les « transferts Dublin » ✚ Président de formation de jugement à la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) Septembre 2024 à août 2026 : Premier conseiller au tribunal administratif d'Orléans, président du pôle « Urgences » ✚ <i>Activités juridictionnelles</i> • Organisation du pôle ; • Juge de l'urgence en contentieux des étrangers (éloignement, Dublin, assignation à résidence, conditions matérielles d'accueil) • Juge des référés : ➤ Référé-liberté (étrangers) ➤ Référé mesures utiles (toute matière) • Stationnement des gens du voyage • Demandes de retrait de contenus à caractère pédopornographique et des images de tortures ou d'actes de barbarie • Section des assurances sociales de l'ordre des infirmiers de la région Centre-Val de Loire, président suppléant • Chambre de discipline de l'ordre des infirmiers de la région Centre-Val de Loire, président suppléant ✚ <i>Activités para juridictionnelles au nom du tribunal</i> • Commission de contrôle des opérations électorales de l'université d'Indre-et-Loire, président • Commission départementale relative à l'expulsion des étrangers d'Indre-et-Loire, membre titulaire • Assistant de prévention (année judiciaire 2024/2025) • Formateur au Barreau d'Orléans ✚ <i>Activités para juridictionnelles au nom du Conseil d'État au titre du centre de formation de la juridiction administrative (CFJA)</i> : • Formateur (formation initiale et continue) concernant les « transferts

- [Institut catholique de Toulouse](#) : [Diplôme universitaire Migrations et Exil \(D.U.M.E.\)](#) ;
- [Université du Mans](#) : [Master 2 Droit public, parcours Droit des étrangers, réfugiés et apatrides](#) ainsi que [DU Droit des étrangers, réfugiés et apatrides](#) ;
- [Université de Picardie Jules Verne](#), pôle d'Amiens : [DU Droit\(s\) des Étrangers et de l'Asile](#) (2023-2024) ;
- [Université de Picardie Jules Verne](#), pôle d'Amiens : [Master Droit public - Droit de l'action publique](#) ;
- Université d'Orléans :
 - ✚ [Master 1 Droit public mention « Droit et Contentieux Public » \(DCP\)](#) : droit des étrangers ;
 - ✚ [M2 Droit public parcours « parcours Droit et Contentieux Public \(DCP\) »](#) : contentieux des étrangers

Conférencier

(à venir) Plusieurs interventions dans des lycées du Nord dans le cadre de l'association [Parlons démocratie](#).

Intervention à la faculté de droit d'Orléans sur mon parcours, mardi 10 mars 2026

Intervention à [Sciences Po Paris](#) sur l'asile, mardi 17 mars 2026

Intervention à une journée d'études sur l'Afghanistan (CNDA et TA), [Université du Mans](#), 17 mars 2026)

Intervention au [lycée Rabelais \(Chinon\)](#) au titre de l'association [Parlons démocratie](#), mardi 10 février 2026

Colloque « [Quel avenir de la protection européenne des droits](#)

Dublin »

- Formateur relatif au Pacte européen sur l'asile et les migrations
- Formateur dans le ressort de la cour administrative d'appel de Versailles
- ✚ Président de formation de jugement à la Cour nationale du droit d'asile (CNDA)

Septembre 2019 – août 2024 : Premier conseiller au [tribunal administratif de Melun](#)

✚ *Activités juridictionnelles*

- Juge de l'urgence en contentieux des étrangers (éloignement, asile, Dublin, assignation à résidence, rétention administrative)
- Juge des référés
- 2019-2021 : Juge du droit au logement opposable (Dalo)
- Rapporteur public occasionnel (collectivités territoriales, élections)

✚ *Activités para juridictionnelles au nom du tribunal*

- Co-président du bureau d'aide juridictionnelle
Assesseurs aux commissions de contrôle des opérations électorales de l'Université Paris-Sud (Kremlin-Bicêtre, Cachan), de l'Université Gustave Eiffel, de la communauté d'universités et établissements Université Paris-Est, de l'Université Paris-Est Créteil
- Membre de la commission « médiation » du tribunal
- Membre de la cellule « communication » du tribunal
- 2020-2022 : co-président de la commission interdépartementale des impôts directs et taxes sur le chiffre d'affaires (Seine-et-Marne et Val-de-Marne)

✚ *Activités de formation au nom du tribunal*

- Formateur en contentieux du droit des étrangers pour les magistrats du tribunal
- Formateur au Barreau de Melun (formation continue)
- ✚ Président de formation de jugement à la Cour nationale du droit d'asile (CNDA)

Juillet 2014 – juillet 2016 : Premier conseiller au [tribunal administratif de Limoges](#)

- Matières de la 2^{ème} chambre : agriculture, aide sociale, armée, collectivités territoriales, comptabilité publique, fiscalité, domaine, voirie, droit des personnes, économie, élections, étrangers, expropriation, juridictions, logement, marchés, police, sécurité sociale, sport, travail, travaux publics, urbanisme et aménagement ;
- Présidence de juridictions administratives spécialisées : chambre régionale de discipline des architectes, section des assurances sociales de l'ordre régional des infirmiers (suppléance) ; présidence de commissions : commission départementale des impôts de l'Indre, conseil de discipline de la fonction publique territoriale de la Haute-Vienne ; membre de la commission d'expulsion des étrangers de l'Indre et membre du jury des professions funéraires ;
- Juge des référés et de l'éloignement (procédures d'urgence)

Janvier 2014 – juin 2014 : [Premier conseiller de tribunal administratif](#) (en formation au [Conseil d'État](#))

fondamentaux ? » (dans le cadre du 75^{ème} anniversaire de la Convention européenne des droits de l'homme et du 25^{ème} anniversaire de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne), organisé par l'IRDEIC (Université Toulouse 1 Capitole), 11 et 12 décembre 2025 Intervention au collège Alice et Jean Pelletier Orléans : présentation de métier de juge, nos objectifs et de ce que ce métier apporte à la société, 13 novembre 2025 Jury de thèse de doctorat « Le droit d'accès à la protection internationale dans l'Union européenne. Étude de l'impact de l'article 18 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne sur l'accès à un territoire et à une procédure », Université Toulouse Capitole et Universitat Pompeu Fabra (Espagne), Toulouse le 10 juillet 2025 Formation au Barreau de Paris / Syndicat des avocats de France : L'exécution des obligations de quitter le territoire français, 7 juillet 2025 Rencontres territoriales de droit public : Normes et État de droit, Conseil national des barreaux, Bordeaux, 11 juin 2025 Interventions au collège la Mare aux Champs de Vaux-le-Pénil (Seine-et-Marne) pour présenter le métier de juge, 2023 et 2024 « L'ordre public et l'usage des fichiers de police notamment », Association des avocats en droit des étrangers, 31 mai 2024 Conférence « Le droit du sol à Mayotte, la loi immigration, ... L'actualité du droit des étrangers, vers une remise en cause de nos droits fondamentaux ? », Association du master 2 Droit du contentieux	EXPÉRIENCE EN QUALITÉ D'ADMINISTRATEUR (Haut fonctionnaire) <i>Juillet 2018 – septembre 2019: Adjoint à la sous-directrice du droit de l'administration, de la concurrence et des procédures juridiques européennes au ministère de l'agriculture et de l'alimentation (service des affaires juridiques)</i> • 15 agents répartis en 3 bureaux • Domaine de la sous-direction : organisation des services et des établissements publics relevant du ministère, droit de la fonction publique, régime du travail et de la protection sociale agricoles, professions réglementées, enseignement agricole, formation et recherche, droit public économique, commande publique, concurrence et aides d'État, finances publiques, fiscalité et propriété des personnes publiques. Elle exerce une fonction de coordination, de conseil et d'expertise dans le domaine du droit européen et international • Compétences : réviser des projets de textes législatifs et réglementaires, réviser des notes d'analyse juridique et mémoires contentieux, signer les mémoires en défense et introductifs d'instance devant les tribunaux administratifs et cours administratives d'appel, représenter le service et le ministère notamment en réunions interservices et interministérielles et au Conseil d'État, animation de l'activité des bureaux <i>Juillet 2016 – juillet 2018: Adjoint au sous-directeur du séjour et du travail et chef du bureau de l'immigration professionnelle au ministère de l'intérieur (direction de l'immigration, direction générale des étrangers en France)</i> • 50 agents répartis en 4 bureaux sur trois sites géographiques, dont 14 pour le bureau de l'immigration professionnelle • Domaine de la sous-direction : élaboration des règles en matière d'immigration étudiante, professionnelle et familiale (tous titres de séjour et autorisations de travail pour les étrangers hors asile), conseil juridique aux préfetures et services de la main d'œuvre étrangère, organe de recours hiérarchique contre les décisions prises par les préfetures et services de la main d'œuvre étrangère, formation en droit au séjour et au travail des étrangers, animation du réseau des préfetures et des services de la main d'œuvre étrangère des unités départementales des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, mise en œuvre de la politique publique d'attractivité de la France • Travaux menés récemment : textes d'application de la loi du 7 mars 2016 relative au droit des étrangers en France, séminaire des services de la main d'œuvre étrangère, négociation de certains accords bilatéraux en matière d'immigration, membre d'un conseil de discipline de recours (sapeurs-pompiers) en 2017, dossiers sensibles suivis par le cabinet, projet de loi relative à l'asile et à l'immigration (2018). EXPÉRIENCE EN QUALITÉ D'ADMINISTRATEUR (Attaché et conseiller d'administration) <i>Mars 2011 – décembre 2013 : Directeur des collectivités territoriales et des affaires juridiques – DiCTAJ - (préfecture de la Guadeloupe)</i> • 25 agents répartis en trois bureaux (direction créée dans le cadre de la réorganisation de l'administration territoriale de l'État) • Domaine de la direction : contrôle des budgets, des marchés publics, de la
--	--

publics, Faculté de droit et d'économie d'Orléans, 15 mai 2024

Journée d'études « Génocides oubliés et contestés : de la reconnaissance médiatique à la reconnaissance juridique » (Institut catholique de Toulouse), 23 avril 2024

Journée d'études « La mise en œuvre de la protection temporaire depuis l'invasion de l'Ukraine », (Institut catholique de Toulouse), 9 janvier 2023

Conférence « Asile et droit européen : le regard du juge administratif » (IRDEIC, Université Toulouse 1 Capitole), 21 octobre 2022 (voir également [ici](#))

Conférence « La déontologie du juge administratif » (Institut catholique de Toulouse), 20 octobre 2022 (voir également [ici](#))

Formations suivies

2024: violences sexuelles et sexistes, tribunal administratif de Melun

2023: « Les référés d'urgence » Centre de formation de la juridiction administrative – CFJA)

« Laïcité : Fait religieux laïcité et politiques publiques » (Conseil d'État)

« Formation au questionnement des demandeurs LGBT » (CNDA)

« Revue de jurisprudence sur les arrêts de la CEDH » (CFJA)

2022: « La protection des droits fondamentaux des personnes privées de liberté » (CFJA)

2021: Visite d'étude à la Cour européenne des droits de

fonction publique territoriale et autres actes des collectivités territoriales, dotations de l'État au profit des collectivités, coopération intercommunale, enquêtes publiques et déclarations d'utilité publique, contentieux intéressant l'État (y compris les collectivités par le déferé)

- Domaines gérés en propre : conseil juridique au profit *a minima* du corps préfectoral et des services déconcentrés de l'État placés sous l'autorité du préfet, plaideur devant les juridictions, suivi des dossiers relatifs à la chasse (dont la présidence de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage) et suivi du Parc national de la Guadeloupe (siège fréquemment au conseil d'administration pour le compte du ministre chargé de l'outre-mer)

- Direction et management, présidence et membres de commissions administratives

- Relations avec les services de l'État et des collectivités territoriales, les usagers et les élus

- Représentation du corps préfectoral (dont présidence de commissions : sites et paysages, environnement et risques industriels)

- Référent pour le marché intérieur, référent CADA, responsable de la mutualisation des fonctions juridiques

- Travaux menés notamment : coopération intercommunale, réorganisation du droit de l'action de l'État en mer aux Antilles, appui et contrôle de l'État au Parc national de la Guadeloupe

Décembre 2008 – février 2011 : Directeur de l'administration générale et de la réglementation –DAGR- ([préfecture de la Guadeloupe](#))

- 60 agents répartis en quatre bureaux

- Domaine de la direction : élections politiques et professionnelles, police administrative générale (armes, gardiennage, associations, etc.) et professions réglementées, circulation et manifestations routières, état civil et étrangers, environnement (parc national de la Guadeloupe)

- Direction et management, présidence de commissions administratives

- Relations avec les services de l'État et des collectivités territoriales, les usagers et les élus

- Représentation du corps préfectoral

- Membres de commissions administratives (CAP, CTP, CHS, etc.)

- Pouvoir décisionnel dans nombre de domaines (visas d'entrée sur le territoire, reconduites à la frontière, circulation routière, etc.)

- Travaux menés notamment : élections, passeport biométrique, présidence du comité de pilotage en Guadeloupe pour la création d'un sanctuaire marin aux Antilles

Mars 2006 – décembre 2008 : Adjoint au chef du bureau des collectivités locales ([ministère de l'outre-mer](#))

- 7 agents dans le bureau dont le chef de bureau (administrateur civil)

- Domaine juridique : élaboration et coordination des travaux législatifs et réglementaires

- Domaine budgétaire et financier : participation à l'élaboration de la loi de finances, gestion budgétaire des subventions spécifiques aux collectivités d'outre-mer et suivi des dotations de droit commun versées aux collectivités d'outre-mer, droit des finances publiques, suivi de la situation financière des collectivités d'outre-mer

- Membre du groupe « projet » pour le schéma directeur des systèmes d'information du ministère

- Travaux menés notamment : création des collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, lois de finances (y compris rectificatives), refonte des fonctions publiques locales outre-mer, création de la dotation globale de

l'homme ([Réseau européen de formation judiciaire - REFJ](#)) : procédures, exécution, ...

2021/2022 : articles 3 et 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CFJA)

2021 : président du bureau d'aide juridictionnelle (CFJA)

2019 : contentieux des étrangers (CJFA)

2016/2017 : formation au management pour les hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur

Diplômes

1994-1995 : Diplôme d'études approfondies (DEA) de droit communautaire, major *ex aequo*, Université des sciences sociales de Toulouse, mémoire : « L'entrée en vigueur du marché unique européen dans les DOM » ([Université Toulouse 1 Capitole](#))

1993-1994 : Maîtrise en droit international et européen, Université des sciences sociales de Toulouse, première mention *ex aequo* au concours entre étudiants de l'Université ([Université Toulouse 1 Capitole](#))

1990-1993 : Licence de droit public ([Université de Tours](#))

1989-1990 : Biologie Mathématiques Supérieures (Bio Math Sup), [lycée Pothier, Orléans](#)

Activités

Membre de l'[Association des Juristes en Droit des Outre-Mer \(L'AJDOM\)](#)

Suivi de l'activité de la [Fédération européenne des juges administratifs \(FEJA\)](#)

décentralisation relative au transport scolaire fluvial en Guyane, fonds intercommunal de péréquation (Mayotte, Polynésie)

Mars 2005 – mars 2006 : Chef du bureau des élections, de la réglementation et de l'environnement ([préfecture de la Guyane](#))

- 7 agents dont le chef de bureau
- Élections : organisation des élections politiques et professionnelles
- Réglementation générale et police administrative : affaires militaires, délivrance de titres et de documents en matière de police administrative (associations, jeux, cultes, manifestations sportives, etc.) et de libertés publiques (armes, sociétés de gardiennage, transports de fonds, transferts de corps, débits de boissons, etc.)
- Environnement : instruction et délivrance de titres relevant de la loi sur l'eau et des installations classées pour la protection de l'environnement, chasse, pêche, équipement commercial, commissaires enquêteurs, carrières, mines, etc.
- Travaux menés : participation à la mise en place d'un état civil pour les populations des fleuves, création du pas de tir d'Ariane 5 et de Soyouz du centre spatial guyanais, référendum sur la constitution européenne

Octobre 2002 – février 2005 : Adjoint au chef du bureau des affaires politiques et des libertés publiques ([ministère de l'outre-mer](#))

- 7 agents dans le bureau dont le chef de bureau (administrateur civil)
- Élaboration de textes (lois, ordonnances, décrets et arrêtés) relatifs aux affaires politiques (élections, statuts des collectivités d'outre-mer ...), aux libertés publiques (armes, étrangers, immigration, asile, ...) et à la police administrative (cultes, jeux, ...)
- Organisation et suivi des élections en outre-mer, études politiques
- Commissaire du Gouvernement devant les sections administratives du Conseil d'État
- Conseil juridique pour les affaires politiques et les libertés publiques au profit des services des représentants de l'État outre-mer
- Suivi de secteurs géographiques particuliers : Guadeloupe et Polynésie française
- Suivi de matières particulières : étrangers, cultes, jeux, associations
- Travaux menés : suivi du vote de la réforme constitutionnelle de mars 2003, réforme complète du droit des étrangers et du droit d'asile outre-mer, refonte du droit des armes outre-mer, note sur le droit des cultes outre-mer, lois relatives à la Polynésie française, memorandum de la France dans une affaire devant la Cour de justice des Communautés européennes

Octobre 2000 – octobre 2002 : [Chargé de mission adjoint au secrétariat général du Gouvernement –SGG–](#) ([Hôtel Matignon](#))

- Secteurs d'intervention : défense, anciens combattants, affaires étrangères, affaires européennes, agriculture, aménagement du territoire, forêt, francophonie, industrie, pêche, rapatriés, relations culturelles internationales
- Suivi des réunions interministérielles
- Commissaire du Gouvernement devant les sections administratives et l'assemblée générale du Conseil d'État (projets de lois, d'ordonnances et de décrets)
- Conseils juridiques auprès des membres du cabinet du Premier ministre
- Travaux menés notamment : réforme des écoles de formation de la gendarmerie nationale, interventions en mer de la Marine nationale, encéphalopathie spongiforme bovine, loi sur la forêt, loi de ratification de la convention d'Aarhus (protection de l'environnement) et de plusieurs conventions pénales, réorganisation des administrations centrales de

Sauveteur secouriste du travail
(certification depuis décembre 2019)

Lieutenant-colonel de la réserve citoyenne de la gendarmerie nationale, affecté au Secrétariat de la réserve citoyenne de défense et de sécurité (Commandement des Réserves de la Gendarmerie) après avoir été affecté au Centre d'instruction cynophile de la gendarmerie (CNICG), Gramat (Lot), 2018-...

2014-2019 : Jury d'entraînement pour le tour extérieur d'administrateurs civils

Juin 2011 : auditeur à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), 185^{ème} session régionale Antilles/Guyane/Brésil

2011-... : membre de l'association des auditeurs de l'IHEDN de la Guadeloupe (AR31)

2000 à 2008 : jury de concours et correcteurs d'épreuves de concours :

- Jury d'entraînement au principalat
- Correcteur d'épreuves pour concours et examens

Centres d'intérêt

Droit des outre-mer

Droit des étrangers et de l'asile

Relations internationales et géopolitique, droit international public, droit de l'Union européenne, droit européen, droit de la mer

Outre-mer, géographie, marche, Canada, Québec, Madagascar

l'agriculture, de la défense et des affaires étrangères, loi sur la sûreté nucléaire, conventions de protection des forces françaises à l'étranger, transports aériens vers les outre-mer

Décembre 1997 – septembre 2000 : Bureau des affaires statutaires et réglementaires – secteur statutaire (ministère de l'agriculture et de la pêche)

- Conception, négociation et contrôle de légalité de textes statutaires et indemnitaires (ministère et établissements sous tutelle)
- Commissaire du Gouvernement devant le Conseil d'État
- Personne ressource informatique : suivi et gestion du parc informatique de la sous-direction
- Travaux menés notamment : intégration dans la fonction publique de l'État des lycées d'enseignement maritime et aquacole, déménagement du Cnasea d'Issy-les-Moulineaux à Limoges, intégration dans un statut de droit public de toutes les sociétés d'intervention sur les marchés agricoles et de leurs salariés

Juin 1996 - octobre 1997 : Juriste à la direction de l'agriculture et de la forêt de la Guyane (service national au titre de l'aide-technique)

- Droit administratif et contentieux administratif et rural, droit de la chasse, de l'eau, de la pêche et de l'environnement, droit rural, droit des sociétés et social agricole et droit foncier agricole
- Coopération avec les ingénieurs et techniciens pour la connaissance et la mise en œuvre de la législation (commissions agricoles, aides européennes, génie rural, etc.)
- Adjoint au « délégué euro » et membre du Comité de suivi du passage à la monnaie unique en Guyane (1997)
- Travaux menés notamment : procédure unique en France de commissionnement et d'assermentation en matière de régime foncier agricole en Guyane, augmentation de capital de 2000 FF à 3MF d'une société coopérative agricole, gestion de la dissolution judiciaire d'une coopérative agricole, travaux menés sur le droit de la chasse en Guyane.